

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 28/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOTILIA

ZI de Grézan
BP 4008
30000 Nîmes

Références : -

Code AIOT : 0006603886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement NOTILIA implanté 1284, chemin du Mas des Sorbier ZI de Grézan BP 4008 30000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'intègre dans le cadre d'une action nationale "coup de poing" visant à vérifier l'état des stocks d'un établissement de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOTILIA

- 1284, chemin du Mas des Sorbier ZI de Grézan BP 4008 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006603886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine, créée à Nîmes en 1865 et qui fabriquait à l'origine du savon, est aujourd'hui spécialisée dans la production d'une gamme de produits d'entretien pour les particuliers et professionnels. Des produits ménagers et d'entretien (white spirit, détergents, savons, eau de javel, etc..) sont formulés, conditionnés et expédiés par la société NOTILIA depuis cette usine de Nîmes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	Sans objet
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Sans objet
5	Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que le jour de l'inspection l'exploitant respecte les seuils d'autorisation de stockage définis par son arrêté préfectoral n°16-186N du 5 décembre 2016. Il a également été vérifié que le site n'atteint pas le seuil seveso seuil bas par cumul pour les substances "dangereuses pour l'environnement".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe
Thème(s) : Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée :

Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas déclaré de changement dans sa situation administrative.</p> <p>Afin de vérifier le respect des seuils autorisés pour les rubriques concernant les liquides inflammables et les substances dangereuses pour l'environnement, il a été demandé à l'exploitant de présenter son état des stocks à jour.</p> <p>L'extraction présentée datait du 19 mars 2025, 7h42. Selon l'exploitant, l'état des stocks est mis à jour quotidiennement, chaque matin.</p> <p>L'extraction des stocks contient différents onglets :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le stock total qui reprend chaque type de produit selon sa dénomination et son emplacement de stockage, -le stock pour les matières dangereuses avec les mentions de dangers ainsi que la rubrique ICPE associée. <p>Cet état permet de vérifier que le stockage des produits dangereux reste en dessous des seuils SEVESO en dépassement direct ou par la règle des cumuls.</p> <p>Par calcul selon la règle des cumuls, le jour de l'inspection, le coefficient correspond à 0,824, inférieur au seuil seveso seuil bas par cumul.</p> <p>Deux produits ont été sélectionnés afin de vérifier la cohérence entre l'état des stocks et la quantité stockée sur site:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acticide Bac 50M ; 2,3 tonnes, - Acétone 1Lx12 : 3,250 tonnes. <p>Lors de la visite terrain, la quantité et l'emplacement des stocks est conforme aux données de l'extraction de l'état des stocks.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>

<p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné dans le point de contrôle précédent, l'exploitant a présenté son état des stocks daté du jour. Concernant les matières combustibles non dangereuses, celles-ci sont générées directement depuis le logiciel ERP.</p> <p>Via l'état des stocks présenté, deux produits ont été sélectionnés afin de vérifier la disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) ainsi que leur mise à jour :</p> <p>- "Grille Uri TUTTI Fruit ESS 2Px5" (rubrique 4511) : la FDS présentée date du 20 décembre 2022, version 1.1 - "Acétone 1Lx12" (rubrique 4331) : la FDS présentée date du 12 février 2025, version 13.2.</p> <p>L'exploitant crée ses propres FDS dans le cas de la vente de ses produits à partir des FDS transmises par le fournisseur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : Le site Notilia à Nîmes n'entre pas dans le régime de l'autorisation pour une rubrique ICPE concernant les liquides inflammables. Cette prescription n'est pas applicable. Voir point de contrôle n°1 sur les caractéristiques de l'état des stocks présenté le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.
Thème(s) : Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Le site Notilia à Nîmes n'entre pas dans le régime de l'autorisation pour une rubrique ICPE concernant les liquides inflammables. Cette prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2025, 5. Périodicité et disponibilité
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

<p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site Notilia à Nîmes n'entre pas dans le régime de l'autorisation pour une rubrique ICPE concernant les liquides inflammables. Cette prescription n'est pas applicable.</p> <p>Voir point de contrôle n°1 sur les caractéristiques de l'état des stocks présenté le jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>